



PRÉFECTURE DE LA NIÈVRE

DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE  
ET DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE  
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT  
ET DE L'URBANISME

Nevers, le 2 SEP. 2009

N° 2009-P-2084

**ARRÊTÉ**

portant mise en demeure de l'exploitant de la société RIC ENVIRONNEMENT  
de régulariser la situation administrative de la station de transit de déchets  
provenant d'installations classées  
exploitée sur le territoire de la commune de FOURCHAMBAULT

**LE PREFET DE LA NIEVRE,  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de l'environnement et notamment son titre 1<sup>er</sup> du livre V,
- VU** la nomenclature des installations classées définie à l'article R.511-9 du code de l'environnement, et notamment la rubrique 167c,
- VU** l'arrêté préfectoral n°92-481 du 18 février 1992, autorisant la Société Compagnie Générale de Récupération Nivernaise (CGRN), à installer et exploiter un dépôt de ferrailles et de carcasses de véhicules automobiles sur le territoire de la commune de FOURCHAMBAULT,
- VU** l'arrêté préfectoral n°2005-P-1195 bis mettant en demeure l'exploitant de la société RIC ENVIRONNEMENT de régulariser la situation administrative de la station de transit de déchets provenant d'installations classées qu'il exploite dans son dépôt situé sur le territoire de la commune de FOURCHAMBAULT, au 60, Quai de Loire,
- VU** le courrier du 20 février 2008 de la société BARTIN RECYCLING-RIC ENVIRONNEMENT sise Z.I des Forges – Route de Foëcy - 18102 VIERZON CEDEX, informant la préfecture du changement d'exploitant du dépôt précité,
- VU** les constatations réalisées par l'inspection des installations classées au cours de sa visite d'inspection du 25 juin 2009,
- VU** le rapport de Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement, en date du 30 juin 2009,

**CONSIDÉRANT** qu'au cours de sa visite du 25 juin 2009 l'inspecteur des installations classées a constaté que la SAS RIC ENVIRONNEMENT exploitait une installation de transit de déchets industriels provenant d'installations classées,

**CONSIDÉRANT** que cette installation, répertoriée sous la rubrique 167c de la nomenclature des

installations classées pour la protection de l'environnement, est soumise à autorisation préfectorale préalable au titre du code de l'environnement,

**CONSIDÉRANT** que l'arrêté préfectoral n°2005-P-1195 bis du 29 avril 2009 susvisé a déjà mis en demeure le précédent exploitant du site, de régulariser la situation administrative de cette installation,

**CONSIDÉRANT** le changement d'exploitant du site de FOURCHAMBAULT, déclaré en préfecture de la Nièvre par la société BARTIN RECYCLING – RIC ENVIRONNEMENT dans son courrier du 27 février 2008 susvisé,

**CONSIDÉRANT** que dans la situation actuelle, l'exploitant de la société RIC ENVIRONNEMENT ne respecte pas toutes ses obligations au titre du code de l'environnement,

**CONSIDÉRANT** que selon l'article L.514-2 du code de l'environnement, lorsqu'une installation classée est exploitée sans avoir fait l'objet de la déclaration ou de l'autorisation requise, le préfet met l'exploitant en demeure de régulariser sa situation dans un délai déterminé en déposant suivant le cas, une déclaration ou une demande d'autorisation,

**CONSIDÉRANT** qu'un délai de trois mois maximum est jugé nécessaire pour satisfaire à cette obligation,

**SUR** proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Nièvre

## **A R R Ê T E**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup> : REGULARISATION ADMINISTRATIVE**

En application de l'article L.514-2, 1<sup>er</sup> alinéa du code de l'environnement, l'exploitant de la SAS RIC ENVIRONNEMENT dont le siège social est implanté au 15, Rue Albert et Paul Thouvenin 18100 VIERZON, est mis en demeure de régulariser l'installation de transit de déchets provenant d'installations classées qu'il exploite sur son site situé sur le territoire de la commune de FOURCHAMBAULT, au 60, Quai de Loire, en déposant sous un délai maximum de trois mois, à compter de la notification du présent arrêté, une demande d'autorisation conformément aux dispositions des articles R512-2 à R512-9 du code de l'environnement.

### **ARTICLE 2 : SANCTIONS**

Faute à l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.514-2 alinéas 2 et 3 du code de l'environnement.

### **ARTICLE 3 : DÉLAIS ET VOIE DE RECOURS**

Les dispositions du présent arrêté peuvent être déférées au Tribunal administratif de Dijon par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

### **ARTICLE 4 : NOTIFICATION ET PUBLICATION**

L'arrêté sera notifié à l'exploitant.

Une copie du présent arrêté sera déposée en Mairie de FOURCHAMBAULT et tenue à la disposition du public. Un extrait comportant notamment toutes les prescriptions auxquelles est soumis l'exploitant de l'établissement, sera affiché pendant un mois en Mairie. Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera adressé par le maire à la Préfecture de la Nièvre (Direction du développement durable et de la coordination interministérielle – Bureau de l'environnement et de l'urbanisme).



Un extrait de cet arrêté sera affiché en permanence et de façon visible dans l'installation par l'exploitant.

#### **ARTICLE 5 : EXÉCUTION ET NOTIFICATION**

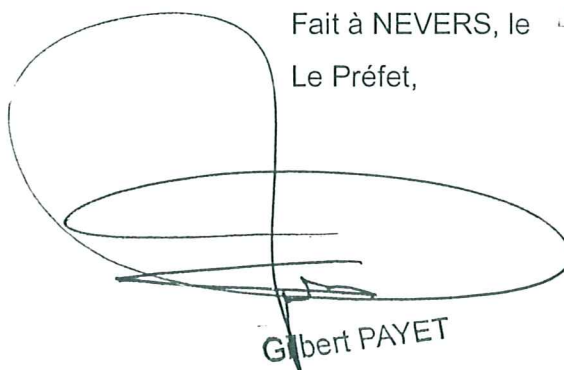
Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Nièvre, le Directeur de la SAS RIC ENVIRONNEMENT et le Maire de FOURCHAMBAULT sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une copie de cet arrêté sera adressée à:

- M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, Région Bourgogne, l'inspecteur des installations classées à NEVERS,
- M. le Lieutenant-Colonel, Commandant le Groupement de Gendarmerie de la Nièvre
- M. le Directeur Départemental de l'Équipement et de l'Agriculture,
- M. l'Architecte des Bâtiments de France, Chef du Service Départemental d'Architecture,
- M. le Directeur Régional de l'Environnement,
- M. le chef du Service Interministériel de Défense et de Protection Civile,
- M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
- M. le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle,
- M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
- M. le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours.

Fait à NEVERS, le 2 SEP. 2009

Le Préfet,



Gilbert PAYET

